

# Adhoc du cep Network

N° 13 | 2024

06 septembre 2024

## Que reste-t-il de l'influence française à Bruxelles ?

Victor Warhem



Alors que la France peine à sortir de son blocage politique, la confusion règne également sur sa capacité à continuer de faire prévaloir sa vision européenne en vue d'influencer les politiques bruxelloises.

Une rapide analyse permet de constater que les fondations de l'influence française en Europe n'ont pour l'heure pas disparues :

- L'agenda européen 2024-2029 de la Commission européenne comporte bon nombre de propositions et d'intentions similaires à celles énoncées par Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne II du 25 avril dernier, tant en matière de défense, de sécurité, qu'en matière de marché unique ou d'IA.
- Emmanuel Macron devrait par ailleurs continuer à être actif au Conseil européen, peut-être même plus que jamais puisque la politique étrangère sera l'un des seuls domaines dans lesquels il pourra continuer à pleinement exercer son pouvoir. Néanmoins, le prochain premier ministre pourrait également chercher à y être actif, tandis que son gouvernement pourrait contrevenir aux positions portées historiquement par les gouvernements Macron.
- À la Commission, Thierry Breton devrait pouvoir contribuer à largement faire prévaloir une vision française dans les travaux de la Commission, en continuant son combat contre le pouvoir des grandes plateformes numériques et en faveur de l'industrie européenne.
- Au Parlement, les eurodéputés français ont su conserver des postes clés au sein des commissions - notamment avec la Commission ECON dont la présidence revient à Aurore Lalucq - et des groupes parlementaires – avec la réélection de Valérie Haye à la tête du groupe Renew, et l'élection de François-Xavier Bellamy à la vice-présidence du PPE. Il est donc fort à parier qu'ils pèseront sur les textes européens dans les cinq années à venir.

L'influence française devrait persister dans les années à venir à Bruxelles. Néanmoins, si le Président Macron était poussé à la démission, les choses pourraient rapidement évoluer, sans que l'on sache quelle tournure les événements pourraient prendre.

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction.....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Une influence française bien visible dans l'agenda européen 2024 – 2029 .....</b>	<b>3</b>
2.1	Des similitudes entre les visions de Von der Leyen et de Macron.....	3
2.2	Certaines propositions françaises néanmoins absentes des orientations 2024-2029.....	4
<b>3</b>	<b>Un président français susceptible d'utiliser ses dernières marges de manœuvre au Conseil européen .....</b>	<b>4</b>
<b>4</b>	<b>Un commissaire français probablement très influent sur les travaux de la Commission à venir</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>Une influence française au Parlement européen finalement préservée .....</b>	<b>5</b>
<b>6</b>	<b>Conclusion : une influence française en Europe conservée mais fragile .....</b>	<b>5</b>

## 1 Introduction

La France ne parvient toujours pas à sortir de la crise politique. Alors qu'un gouvernement devrait s'en suivre les prochaines semaines, rien ne laisse penser qu'une situation stable et durable puisse en découler. Dans ce cadre, il est important de se questionner sur la capacité de la France à maintenir une influence qu'elle n'a cessé de consolider depuis – notamment – l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, qui avait mis l'Europe au cœur de son agenda.<sup>1</sup>

En effet, la situation politique française chaotique jette un grand trouble sur la capacité de la France à influencer les politiques européennes, et à jouer un rôle clé dans l'élaboration des textes à venir au Parlement, à la Commission, mais surtout au Conseil européen et au Conseil de l'Union européenne. La France est-elle ainsi capable de continuer à jouer son rôle moteur en Europe, comme elle le fait largement depuis 2017 ?

Ce cepAdhoc Network se charge ici d'analyser l'influence de la France sur l'agenda européen (Section 2), aux Conseils européen et de l'Union européenne (section 3), à la Commission (section 4), au Parlement (section 5), avant de conclure (section 6).

## 2 Une influence française bien visible dans l'agenda européen 2024 – 2029

### 2.1 Des similitudes entre les visions de Von der Leyen et de Macron

Lorsque l'on considère les déclarations du 18 juillet 2024 de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen<sup>2</sup> s'agissant des orientations politiques pour la mandature à venir, force est de constater que les similitudes avec le discours de la Sorbonne II prononcé par Emmanuel Macron le 25 avril dernier<sup>3</sup> sont grandes.

**S'agissant des questions de défense**, l'idée d'un Conseil de défense européen, réunissant les 27 ministres de la Défense, associé à un probable Commissaire chargé des questions de défense, est tout à fait en phase avec la vision développée par le président français. De même la présidente de la Commission et le président français se rejoignent s'agissant de l'établissement d'une capacité de cyberdéfense européenne, ou un Dôme de fer européen. **Il en est de même sur les questions de sécurité**, où la présidente de la Commission souhaite comme le président français établir des partenariats avec des pays tiers, notamment en Afrique du Nord, pour juguler l'immigration illégale et la criminalité organisée.

**S'agissant du marché unique**, les deux présidents se rejoignent pour accélérer son parachèvement, et pour réduire les disparités réglementaires, tout en réduisant la charge administrative pour les entreprises. De même, **au sujet de l'IA**, la vision de la présidente de la Commission s'agissant de la mise en place d'« usines d'IA » rejoint tout à fait celle du président français qui souhaite également faire de l'Union européenne un centre névralgique pour les technologies numériques. Enfin, **sur la question de**

<sup>1</sup> Elysée, [Initiative pour l'Europe](#), 26.09.2024.

<sup>2</sup> Commission européenne, [Déclaration lors de la session plénière du Parlement européen d'Ursula von der Leyen, candidate à un second mandat 2024-2029](#), 18.07.2024.

<sup>3</sup> Elysée, [Discours sur l'Europe](#), 25.04.2024.

**l'énergie nucléaire**, Ursula von der Leyen adopte désormais une position totalement française et promet un retour européen au nucléaire, notamment pour faire baisser les prix de l'énergie.

## 2.2 Certaines propositions françaises néanmoins absentes des orientations 2024-2029

On peut en revanche également souligner que certaines propositions françaises n'apparaissent pas dans les orientations proposées par la Présidente de la Commission européenne pour la mandature à venir.

Typiquement, l'idée d'une **agence européenne pour l'innovation de rupture**, déjà proposée dans son discours de la Sorbonne de 2017, n'apparaît nulle part dans les propositions d'Ursula von der Leyen. De même, aucun plan pour faire de l'Europe un héraut de l'innovation dans le secteur de la santé n'apparaît. Par ailleurs, il n'est fait aucune mention des propositions françaises de **faire évoluer le mandat de la BCE** pour y inclure notamment l'atteinte du plein-emploi européen comme objectif, au-delà de la stabilité de l'inflation sous les 2%. Le plan de 1000 Milliards d'investissement supplémentaires n'est pas également mentionné dans les orientations de la Commission 2024-2029. Sur le contrôle de l'espace numérique, la Commission ne semble pour l'heure pas prête à passer à l'étape supérieure en légiférant de nouveau avec un **Digital Services Act 2** pour pouvoir mieux se prémunir contre les dommages potentiels causés par des contenus générés par IA, notamment les deepfakes. Enfin, aucune proposition française relative à la **culture** – notamment le pass culture européen – n'apparaît.

Mais sur l'essentiel, Ursula von der Leyen et Emmanuel Macron se retrouvent. Avant sa marginalisation politique nationale subie à partir du 9 juin, le Président Macron a selon toute vraisemblance eu le temps d'influencer les décideurs bruxellois s'agissant des politiques à mener pour les cinq années à venir.

## 3 Un président français susceptible d'utiliser ses dernières marges de manœuvre au Conseil européen

Dans la mesure où, une fois qu'il aurait nommé un premier ministre, le président Macron aura largement perdu sa capacité à mener une politique nationale, notamment parce que le premier ministre sera tenu par son propre agenda, défini par la coalition qui le soutiendra – ou se contentera de ne pas le censurer -, il devrait donc se replier sur ses dernières prérogatives, à savoir la défense et les affaires étrangères.<sup>4</sup> Comme François Mitterrand et Jacques Chirac avant lui en période de cohabitation, il est fort à parier que le président Macron va tenter d'influencer autant que faire se peut les politiques européennes en continuant à lancer de nouvelles initiatives, avec des répercussions, à commencer sur les décisions du Conseil européen. Ce fut le cas sur l'Ukraine<sup>5</sup> et dans bien d'autres domaines. Dans une situation de cohabitation de facto, le président Macron sera probablement plus présent en Europe que jamais.

Néanmoins, cet effort européen pourrait être parasité par un premier ministre et son gouvernement qui veulent également prendre la lumière européenne. Au Conseil européen, le premier ministre pourrait vouloir siéger. Au Conseil de l'union européenne, le gouvernement pourrait vouloir défendre des

---

<sup>4</sup> Vie publique, [Qu'est ce que le domaine réservé du président de la République ?](#) 03.03.2024.

<sup>5</sup> Elysée, [Conseil européen des 21 et 22 mars 2024](#), 22.03.2024.

positions françaises différentes de celles jusqu'alors défendues par le président Macron et ses gouvernements successifs.

#### **4 Un commissaire français probablement très influent sur les travaux de la Commission à venir**

Il est connu depuis longtemps que le candidat de la France au poste de Commissaire n'est autre que Thierry Breton, l'ancien commissaire, qui avait déjà un portefeuille d'importance, puisqu'il s'occupait du marché intérieur, où il a beaucoup œuvré à la mise en œuvre du Digital Services Act et du Digital Markets Act, tout en tentant d'apparaître comme un défenseur des industries européennes contre un libre-échangeisme qu'il juge, en bon français, aujourd'hui largement délétère.<sup>6</sup> Il a même cherché un temps à challenger le leadership d'Ursula von der Leyen à la tête de la Commission en questionnant sa légitimité au sein du Parti Populaire Européen, notamment.<sup>7</sup> Il prend également le soin de rappeler régulièrement à l'ordre les grandes plateformes numériques américaines à coup de lettres d'avertissement<sup>8</sup>, et d'enquêtes<sup>9</sup>.

S'il réussit à passer les auditions du Parlement, il devrait faire office de chien de garde d'une vision très française de l'Europe au sein de la prochaine Commission, notamment si la voix du gouvernement français n'est plus audible.

#### **5 Une influence française au Parlement européen finalement préservée**

Au Parlement européen, les Français ont obtenu 1 présidence de commission, 1 présidence de sous-commission, et 6 vice-présidences.<sup>10</sup> Parmi eux, Aurore Lalucq (S&D) a été élue présidente de l'importante commission des affaires économiques et monétaires (ECON), Mounir Satouri (Verts) président de la sous-commission des droits de l'homme (DROI), Manon Aubry (La Gauche) 1<sup>ère</sup> vice-présidente de la commission du commerce internationale (INTA), et Christophe Gomart (PPE) 1<sup>er</sup> vice-président de la sous-commission « sécurité et défense » (SEDE). Par ailleurs, Valérie Hayer<sup>11</sup> a obtenu la présidence du groupe Renew, pivot au sein de la coalition du Parlement, tandis que François Xavier Bellamy a obtenu la vice-présidence du groupe PPE<sup>12</sup>, au cœur de cette même coalition.

Même si ces députés européens manquent pour l'heure de direction politique compte tenu de la confusion gouvernementale nationale, ils seront en capacité d'influencer les textes européens en vue de défendre une certaine vision des intérêts français à Bruxelles.

#### **6 Conclusion : une influence française en Europe conservée mais fragile**

---

<sup>6</sup> Atlantico, Thierry Breton, [ce commissaire français à Bruxelles dont le bilan ressemble à une addition d'ennemis](#), 02.04.2024.

<sup>7</sup> Ibid.

<sup>8</sup> Euractiv, [Thierry Breton met en garde le réseau social X sur le respect des réglementations de l'UE](#), 14.08.2024.

<sup>9</sup> Euractiv, [DMA : la Commission européenne ouvre des enquêtes pour non-conformité contre Alphabet, Apple et Meta](#), 25.03.2024.

<sup>10</sup> Toute l'Europe, [Parlement européen : qui sont les eurodéputés français présidents et vice-présidents de commissions parlementaires ?](#) 24.07.2024

<sup>11</sup> Renew Europe, [Valérie Hayer réélue à la présidence de Renew Europe](#), 25.06.2024.

<sup>12</sup> Toute l'Europe, [Manfred Weber réélu président du groupe du PPE au Parlement européen, François-Xavier Bellamy désigné vice-président](#), 19.06.2024.

Il ressort de cette brève analyse que, contrairement à ce que de nombreux observateurs pouvaient craindre, l'influence française à Bruxelles semble demeurer. Comme le président Macron cherche à former un nouveau gouvernement qui minimisera les dommages infligés aux politiques qu'il a menées depuis sept ans, il est fort à parier que le prochain gouvernement ne changera pas sensiblement la donne.

On ne sait jamais néanmoins comment pourraient se comporter certaines individualités au moment où le président apparaît plus affaibli que jamais. Il est fort à parier que des crises pourraient survenir à Bruxelles au sein de l'exécutif français. Mais, hormis dissolution à l'été 2025 qui pourrait conduire à une victoire du RN, il y a peu de scénarios réalistes où la vision macronienne est vraiment challengée en Europe à moyen-terme.

En revanche, si le Président Macron était acculé à la démission par la rue (51% des Français sont en faveur de sa démission à ce stade)<sup>13</sup> ou par une impasse politique, la situation changerait fondamentalement, sans que l'on puisse à ce stade imaginer comment.

---

<sup>13</sup> Le Monde, [Enquête électorale : 51% des sondés favorables à la démission du président de la République, un symptôme de la radicalité ambiante](#), 31.08.2024.



**Auteur :**

Victor Warhem : [warhem@cep.eu](mailto:warhem@cep.eu)

Représentant du Centre de politique européenne en France

**Centre de Politique Européenne** PARIS

17 rue Saint Fiacre | 75002, Paris

Le **Centrum für Europäische Politik** FREIBURG | BERLIN, le **Centre de Politique Européenne** PARIS et le **Centro Politiche Europee** ROMA forment le **réseau des Centres de Politique Européenne** FREIBURG | BERLIN | PARIS | ROMA.

Le réseau Centres for European Policy Network analyse et évalue les politiques de l'Union européenne indépendamment des intérêts particuliers et des partis politiques, avec une orientation résolument pro-européenne et sur la base des principes de l'économie de marché.